

L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Dimitri Roussopoulos

L'ÉCOLOGIE POLITIQUE
Au-delà de l'environnementalisme

Nouvelle édition revue et augmentée

*Traduit de l'anglais (Canada) par
Annie Chauveau et Michel Durand*

écosociété

Coordination éditoriale: David Murray
Maquette de la couverture: Catherine d'Amours, Nouvelle Administration
Illustration de la couverture: Marianne Ferrer; dir. artistique: Jolin Masson
Typographie et mise en pages: Folio Infographie

L'édition originale révisée de ce livre a été publiée en 2015 par New Compass Press (Porsgrunn, Norvège) sous le titre *Political Ecology: Beyond Environmentalism*.

© Dimitrios I. Roussopoulos, 2015
© Les Éditions Écosociété, 1994, pour la première édition française
© Les Éditions Écosociété, 2017, pour la présente édition

ISBN 978-2-89719-313-3

Dépôt légal: 3^e trimestre 2017

Ce livre est disponible en format numérique

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Roussopoulos, Dimitrios I., 1936-

[Political ecology. Français]

L'écologie politique

Nouvelle édition revue et augmentée.

Traduction de: Political ecology.

Édition originale: 1994.

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 978-2-89719-313-3 (couverture souple)

1. Écologie humaine - Aspect politique. 2. Environnement - Protection - Participation des citoyens. 3. Environnement - Politique gouvernementale
4. Écologisme. I. Titre. II. Titre: Political ecology. Français.

JA75.8.R6814 2017

363.7*05613

C2017-940905-0

Les Éditions Écosociété reconnaissent l'appui financier du gouvernement du Canada et remercient la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) et le Conseil des arts du Canada de leur soutien.

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres – Gestion SODEC.

Canada



Canada Council
for the Arts

Conseil des arts
du Canada

SODEC

Québec



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos à la nouvelle édition française	7
--	---

PREMIÈRE PARTIE

La gestion étatique de l'environnement	15
Avant la Seconde Guerre mondiale.	17
Les origines de l'environnementalisme	18
Après les Nations unies	25
Les efforts des organisations internationales pour protéger la nature	26
Le chemin vers Stockholm et Rio	29

DEUXIÈME PARTIE

La crise environnementale et la réaction des citoyens devant la situation critique de la Terre	44
Le conservationnisme.	56
L'environnementalisme.	57
Le populisme environnemental.	58
L'écologie profonde	59
Le biorégionalisme.	60
L'écoféminisme	62

TROISIÈME PARTIE

Écologie politique et écologie sociale	65
Les origines	66
Vers une nouvelle culture politique	69
L'écossocialisme	71

L'écologie sociale	75
La pratique de l'écologie sociale.	79
Le vrai sens de la communauté.	82
 QUATRIÈME PARTIE	
Une feuille de route pour dépasser le simple environnementalisme	86
Le cas de Montréal.	90
Rojava : l'écologie sociale au Kurdistan syrien	95
Le droit à la ville	97
 CINQUIÈME PARTIE	
La nouvelle politique de l'écologie sociale	101
La place et le rôle des environnementalistes	105
Au-delà de la protestation et vers le développement communautaire	106
Épilogue de 1993	110
Épilogue de la réédition anglaise de 2015.	112
 ANNEXE	
Après la COP 21 de Paris, quelles suites ?	
Changer le système, pas le climat	115
Une nouvelle ère géologique.	122
Une brève histoire de la capture des conférences des Nations unies sur le climat par les entreprises	125
Changer de système, pas de climat – il faut des racines pour traverser la tempête	131
De véritables alternatives	139
Bibliographie	141

AVANT-PROPOS À LA NOUVELLE ÉDITION FRANÇAISE

SOYONS HONNÊTES. Depuis la publication de la première édition de ce livre, l'environnement naturel de la planète s'est significativement détérioré. Un exemple patent en fut donné par le *New York Times* du 15 mars 2017. Le haut de la une du journal titrait : « Large Sections of Australia's Great Reef Are Dead, Scientists say » (« De grandes parties de la Grande Barrière de corail d'Australie sont mortes, affirment des scientifiques »). Le texte mentionnait ce qui suit : « Nous ne nous attendions pas à constater ce niveau de destruction de la Grande Barrière de corail avant 30 ans. » Les lecteurs conscients de l'importance de cette barrière pour la planète en furent alarmés. Et on ne parle même pas ici de la question centrale des changements climatiques, largement connue.

Pendant ce temps, les environnementalistes et les écologistes voient leur nombre s'accroître rapidement et le mouvement de conscientisation s'élargir considérablement. Résultat de cette hausse du militantisme, de plus en plus de militants et militantes sont arrêtés et jetés en prison, alors que d'autres, particulièrement dans les pays du Sud, sont tout simplement assassinés. L'année 2015 fut la pire en la matière : 185 personnes trouvèrent la mort de cette façon dans 16 pays ; fort heureusement, le bilan fut moindre en 2016.

Le 8 novembre 2016, l'histoire humaine entreprit un autre tournant significatif lorsque le milliardaire Donald Trump fut élu à la présidence des États-Unis. Deux conséquences s'ensuivirent. Pour ceux d'entre nous qui sommes sensibilisés à la détérioration des rapports entre nature et société, il fallut prendre acte qu'un climato-sceptique autoproclamé venait d'être élu président, et que rapidement celui-ci nomma à des postes importants d'autres ploutocrates partageant son point de vue. Cette nouvelle fut suivie en 2017 par celle de l'important *Bulletin des scientifiques atomiques* (*Bulletin of the Atomic Scientists*) qui devança l'horloge de l'apocalypse. Les deux années précédentes, l'horloge était demeurée stable, établie à trois minutes avant l'heure, soit le plus proche qu'elle fut de minuit depuis le début des années 1980. Les scientifiques estiment maintenant le danger plus grand et l'horloge a été devancée à 2 minutes 30 secondes de l'heure fatidique; le temps presse, un danger global se profile. Trop de pays possédant trop d'armes nucléaires, les deux nombres étant en croissance.

Depuis l'élection de Trump, je connais des universitaires états-uniens si atterrés par la situation qu'ils tombèrent en congé de maladie, alors que d'autres durent être hospitalisés des suites de dépression nerveuse. Parallèlement, un mouvement de protestation de masse renouvelé prit la rue, un mouvement pluriel et dédié à de multiples causes, ses participants témoignant d'une grande solidarité entre eux en allant même jusqu'à porter les bannières et vêtir les chandails des uns et des autres. La direction que prendra ce mouvement et selon quel agenda reste cependant à voir. L'élection de Trump implique assurément des risques: si elle entraînera l'adoption de son lot de politiques réactionnaires, elle a en même temps mené au réveil d'un mouvement social que l'élection d'Hillary Clinton aurait probablement étouffé. En attendant, les démocrates progressistes recourent aux institutions politiques existantes pour bloquer telle ou telle politique publique de droite. Un exercice mené dans une jeune et déformée démocratie libérale.

Combien de temps les États-Unis ont-ils été une démocratie libérale, au sens où l'on permit à sa population de voter? Depuis 1965, avec l'adoption du Civil Rights Act qui permit aux Afro-Américains de finalement pouvoir voter en grand nombre. Si l'ensemble des citoyens n'a pas le droit de vote, alors il n'y a pas

de démocratie telle qu'on l'entend d'ordinaire. On peut donc dire que la démocratie étatsunienne n'a que 50 ans environ. Par ailleurs, les États-Unis ne constituent toujours pas une démocratie au sens où l'on y retrouve toujours des lois restreignant le suffrage universel et un collège électoral qui élit le président, ce qui signifie que le vote de (certaines) personnes ne compte pas autant que celui de d'autres. Il existe un système de manipulation au niveau des districts électoraux, de telle sorte qu'encore une fois cela signifie que le vote de (certaines) personnes ne compte pas autant que celui de d'autres. Tout ça sans compter qu'un flot absurde d'argent est déversé dans les élections étatsuniennes, ce qui crée également des pratiques électorales fortement inéquitables.

Tout ça participe du contexte à l'intérieur duquel nous, au Canada, avons à manœuvrer politiquement. Dans ce contexte, nous devons garder en tête les différences de notre système par rapport à celui des États-Unis, et chercher à les approfondir. Il y a une reconnaissance montante à considérer ces différences comme étant non sans importance.

Lorsque j'assistai à la COP21 de Paris, en décembre 2015, je fus impressionné de constater un changement dans la compréhension affichée par des milliers de militants et militantes, principalement venus d'un peu partout à travers l'Europe. Toute manifestation était interdite à Paris à ce moment-là. Néanmoins, lorsqu'on prit conscience de l'insuffisance de l'accord final, des manifestations de rue s'organisèrent immédiatement. Deux importantes manifestations eurent lieu et la mairesse de Paris, Anne Hidalgo (première femme et immigrante à être élue à ce poste), ordonna aux forces de l'ordre de les tolérer. La signification de ces manifestations tient cependant dans le slogan général qui s'en dégagait : « Changer le système, pas le climat ». Celui-ci reflète une reconnaissance large du fait que les institutions politiques ne peuvent répondre adéquatement à la crise. Cette idée n'a malheureusement pas traversé l'Atlantique à un degré suffisant pour que ne puissions envisager un mouvement alternatif ou futur. C'est là un des problèmes majeurs de la gauche, autant au Canada qu'aux États-Unis.

Les contradictions au sein du mouvement environnemental québécois

Il y a une large prise de conscience au sein de la population à l'effet que la nature fait face à une crise sérieuse et que certaines de nos habitudes et façons de penser doivent changer si nous souhaitons survivre. Ce n'est toutefois pas le principal enjeu qui fait l'objet d'une attention. La crise environnementale n'est pas une crise de la Nature; la source de la crise est la crise sociale qui est au cœur de notre société et qui engendre une guerre à l'endroit de la Nature. L'écologie sociale s'attache à répondre à cette crise sociale. La Nature et notre planète vont survivre; c'est notre société qui pourrait s'effondrer si nous ne nous engageons pas sérieusement dans un mode de transformation radical.

Ce que j'ai pu constater durant et après la conférence de Paris est tout un éventail de militants et de militantes travaillant sur des alternatives radicales, s'attaquant en profondeur à la corruption politique, sociale et économique de nos sociétés et refusant d'être trompés par les élites politiques et économiques. Tout un contraste avec la réception de la délégation canadienne à laquelle j'assistai à Paris, organisée à la fois par des représentants du gouvernement et de grandes ONG. Les politiciens et autres bureaucrates qui y prirent la parole n'avaient de cesse de se péter les bretelles: « Le Canada est de retour », annonçaient-ils en grande pompe.

Nous devons l'admettre franchement, non seulement le dire publiquement mais également se préparer à en débattre sur la place publique: le mouvement environnemental québécois a en son sein plusieurs carriéristes et opportunistes qui utilisent la cause environnementale à leur profit, consciemment ou non, pour mousser leur future carrière politique. Construire de jolis édifices pour offrir des espaces de bureau à des organisations bien financées, ce n'est pas suffisant. Publier des rapports et des livres de temps en temps, ce n'est pas suffisant. Ce dont nous avons besoin est d'un mouvement radical avec une vision pour une nouvelle société basée sur la démocratie participative. Ce n'est évidemment pas une mince tâche, mais c'est ce qui doit être fait. Cela comporte des risques, incluant sur le plan personnel, mais nous courons à tout le moins peu de risques de nous retrouver sur les listes annuelles de militants assassinés pour avoir lutté sur les lignes de

front. Quatre de ces militants ont déjà péri de la sorte dans les premiers mois de 2017 dans les pays du Sud.

Exemples d'opportunisme et de confusion

Prenons l'exemple du Réseau électrique métropolitain (REM) dans la grande région de Montréal, un projet de 6 milliards de dollars financé en partenariat public-privé sous l'égide de la Caisse de dépôt et placement du Québec et avec le soutien de l'État québécois. Cet imposant projet, critiqué par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), comporte de nombreuses lacunes. Il encourage l'étalement urbain avec l'expropriation de 200 propriétés privées. Les problèmes qu'il générera sont en fait trop nombreux pour être détaillés ici. Notons cependant qu'un tracé alternatif avait été proposé pour un train électrique reliant l'aéroport de Montréal au centre-ville, mais que celui-ci fut rejeté. Le gouvernement du Québec cherche aujourd'hui à faire approuver rapidement le projet, si bien qu'il a soumis à l'Assemblée nationale un projet de loi d'expropriation draconien auquel s'opposent les partis d'opposition. Le REM va générer l'émission de 300 000 tonnes de gaz à effet de serre supplémentaire chaque année dans l'atmosphère. Le fleuve Saint-Laurent sera quant à lui plus tôt que tard sérieusement contaminé alors que le tracé proposé doit emprunter un tunnel de la rive sud au quartier Pointe-Saint-Charles, et rejoindre le deuxième site le plus contaminé au Québec. La planification du projet est si mal ficelée que chacune des stations le long du tracé devra contenir des espaces de stationnement, entraînant une augmentation de l'environnement bâti et du parc automobile. Les derniers espaces verts de l'ouest de l'île de Montréal et des terres agricoles d'une superficie équivalente à 50 terrains de football sur la rive sud seront sacrifiés.

Le REM a divisé les environmentalistes de la région de Montréal en deux camps qui se sont confrontés sur la place publique. Une frange formée principalement des plus importantes et bien financées organisations environnementales (Équiterre, Fondation Suzuki, Vivre en Ville) s'est prononcée en faveur du projet en faisant valoir que celui-ci était un moindre mal, étant mieux que rien et empêchant de futurs reports de projets de cette nature. Les organisations qui ont analysé plus attentivement les